



SELECTION D'UN CONSULTANT

Émise le : 25 mai 2023

Pour le compte du Gouvernement du Niger

**Financé par
LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

**par le biais de la
MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION**

SELECTION DE SERVICES DE CONSULTANTS

.....

**Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la Sélection d'un
cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'inventaire
physique des biens immobiliers de MCA-Niger**

Sélection basée sur la Qualification du Consultant (CQS)

N°ADM/41/CQS/492/22

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

Niamey, le 25 mai 2023

Titre de la mission : Sélection d'un cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'inventaire physique des biens immobiliers de MCA-Niger

Référence : ADM/41/CQS/492/22

1. Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement du Niger (le « Gouvernement ») ont signé :
 - Un accord de subvention d'environ 9,8 millions de dollars pour l'élaboration du Pacte (« Accord 609g »)
 - Un Pacte d'assistance du Compte du défi du Millénaire d'un montant d'environ 437 millions de dollars (le « Compact ») pour promouvoir la réduction de la pauvreté et la croissance économique au Niger.
2. Les deux ententes de financement sont conjointement appelées (« financement du MCC ») Le gouvernement du Niger, agissant par l'intermédiaire de MCA-Niger, a l'intention d'affecter une partie du financement de la MCC aux paiements éligibles au titre de la présente activité. Tous les paiements effectués par MCA-Niger en vertu du contrat proposé seront soumis, à tous égards, aux termes de l'Accord 609 (g), du Compact et des documents connexes, y compris les restrictions sur l'utilisation du Financement MCC et ses conditions de décaissement. Aucune autre partie que le Gouvernement et MCA-Niger n'obtiendra de droits en vertu de l'Accord 609g et du Compact ou n'aura aucun droit sur les montants du Financement MCC. Le Pacte et ses documents associés sont disponibles sur le site Web du MCC (www.mcc.gov) et sur le site Web du MCA-Niger.
3. Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le MCA-Niger, souhaite sélectionner **un cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'inventaire physique des biens immobiliers de MCA-Niger**, avec une durée de mission estimée à **deux (2) mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement de la mission.
4. L'objectif principal de cette mission est de faire l'inventaire de toutes les immobilisations existantes de MCA-Niger, de taguer sur le format MCA-Niger, les immobilisations de MCA-Niger non encore marquées et d'en produire un rapport assorti de recommandations pour une meilleure prise en charge de la gestion des immobilisations de MCA-Niger
5. La sélection du consultant ayant les meilleures qualifications et la meilleure expérience se déroulera conformément aux directives de MCC en matière de passation des marchés suivant la procédure « Sélection basée sur la qualification du Consultant (CQS) » qui est une méthode basée sur l'examen des qualifications et des références du consultant. Cette procédure est consultable sur le site web de MCC <https://www.mcc.gov/resources/doc/program-procurement-guidelines>.

6. **Le Soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'issue du processus, sera invité à soumettre une proposition technique et financière.**
7. Les dossiers de qualification doivent être soumis de manière électronique, via le lien : <https://www.dropbox.com/request/Qab3JIFup7SIsDONyYB2> , au plus tard le **14 juin 2023, à 17 h 00mn, heure locale, à Niamey.** Après cette date et heure, ce lien expirera et aucun document ne pourra y être déposé.
8. Il convient de noter que **seuls les dossiers déposés via le lien sus indiqué** seront **acceptés**.
9. Le dossier de qualification devra contenir les éléments suivants :
 - Un formulaire d'expression d'intérêt **TECH-1** en la forme présentée à l'**Annexe 1** dûment complété et signé ;
 - Le formulaire **TECH-2** dûment complété et signé selon le formulaire présenté en **Annexe 2** ;
 - Organisation du cabinet, ses qualifications et son expérience selon le formulaire **TECH-3 (Annexe 3)**. Elle a pour but de démontrer que le Consultant dispose des compétences lui permettant de se mobiliser pour exécuter les prestations objet de cette consultation ;
 - Une présentation des références du Consultant dans des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation, réalisées durant les 5 dernières années confirmées par des certificats de bonne réussite de la mission (année de réalisation, type de mission, etc.), selon les formulaires **TECH-4 (Annexe 4)**
 - Formulaire de Certification d'Entreprise Publique **TECH-5 (Annexe 5)**.

10. Critères d'évaluation

Critères	Points max
1. Capacité Organisationnelle du Cabinet	15
Une description et présentation du cabinet, ses qualifications et son expérience.	15
2. Expérience générale du Consultant dans quels domaines (audit comptable, inventaire, conseils, etc)	25
1 expérience = 5 points 2 expériences = 10 pts 3 expériences = 15 pts > 3 expériences = 25 pts	25
3. Expérience spécifique dans l'exécution des missions similaires (inventaire des immobilisations d'environ 4 millions de \$ ou équivalent en monnaie locale par expérience)	60
Expérience de l'inventaire d'actifs corporels justifiée par des attestations de bonne fin ou contrats 1 expérience = 20 points 2 expériences = 30 points 3 expériences = 40 points 4 expériences = 50 points > 4 expériences = 60 points	60
Total	100

11. Toute proposition ayant obtenu un total de moins de **70 points** sera écartée.

12. Le Cabinet ayant obtenu le meilleur score à l'issue du processus, sera invité à soumettre une proposition technique et financière

13. Les Cabinets ont le droit de s'associer en indiquant leur chef de file.

14. Tout Cabinet qui désire obtenir des clarifications sur le présent Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), devra faire parvenir ses demandes par e-mail, au plus tard le **05 juin 2023**, afin que les réponses soient fournies à tous les soumissionnaires enregistrés au plus tard le **07 juin 2023**, à l'adresse suivante : AMEEMMCANigerPA@dt-global.com; en mettant en copie : procurement@mcaniger.ne;

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Signé : **Mamane M. ANNOU**
Directeur Général de l'Agence MCA-Niger

ANNEXES

Annexe 1- Formulaire Tech-1 : Formulaire d'expression d'intérêt

Annexe 2 : Formulaire Tech-2 - Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés impliquant le consultant

Annexe 3 : Formulaire Tech-3 : Capacité organisationnelle du consultant

Annexe 4 : Formulaire Tech-4 : Expérience du consultant

Annexe 5 : Formulaire Tech-5 : Formulaire de Certification d'Entreprise Publique

ANNEXE 1- FORMULAIRE TECH-1 : FORMULAIRE D'EXPRESSION D'INTERET

[Lieu, Date]

À l'attention de : Le Directeur Général de MCA-Niger
Adresse :

Madame, Monsieur,

Objet : Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la Sélection d'un cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'inventaire physique des biens immobiliers de MCA-Niger

Nous, soussignés, vous proposons nos Services de Consultant pour la mission susmentionnée conformément à votre Appel à Manifestation d'Intérêt du [Insérer la Date] et à notre Proposition.

Nous vous soumettons par les présentes notre dossier de qualification sous forme de document distinct.

Nous déclarons par les présentes que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans *la Politique de la MCC en matière de Lutte contre la Traite des Personnes*, et que nous ne nous engagerons pas, ne faciliterons pas et n'autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans *la Politique de la MCC en matière de Lutte contre la Traite des Personnes* ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos Sous-consultants et de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités constituera un motif de suspension ou de résiliation de l'emploi ou du Contrat.

- (a) Nous avons pris connaissance de *la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et d'atténuation des conséquences des fraudes et de la corruption dans les opérations de la MCC*¹. Nous avons pris des mesures visant à garantir qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites à la clause 3 des IC. Nous ne tentons pas et ne tenterons pas de persuader un candidat de soumettre ou de ne pas soumettre une Proposition dans le but de limiter la concurrence, et
- (b) Nous nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt en vertu de la Clause 5.7 des IC *[insérer le cas échéant: « autres que dans les cas énumérés ci-après. »] [Dans le cas où une ou plusieurs situations de conflit d'intérêt a/ont été énumérée(s), insérer : « Nous proposons les atténuations suivantes pour nos situations de conflit d'intérêt : [Insérer la description des situations de conflit d'intérêt, ainsi que les mesures d'atténuation proposées.]*

Nous vous soumettons par les présentes notre Proposition, qui comprend notre dossier de qualification portant clairement la mention requise.

¹ Disponible sur le site web suivant: www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption

Nous vous soumettons notre Proposition en Association avec :

[Insérer une liste comprenant le nom complet et l'adresse de chaque Consultant associé].²

Nous déclarons par les présentes que toutes les informations et déclarations figurant dans la Proposition sont exactes et acceptons que toute fausse interprétation figurant dans ladite Proposition puisse entraîner notre disqualification.

Notre proposition a pour nous force obligatoire sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, et nous nous engageons, si nous sommes retenus, à commencer les Services de consultant nécessaires à la mission au plus tard à la date indiquée dans la Demande de Proposition.

Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément aux dispositions de la Sous-clause 30.1 des IC, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats de la présente procédure de Passation de marchés se fera uniquement par le biais du Système de contestation des soumissionnaires de l'Entité MCA.

Notre Proposition est valide pour une période de 90 jours à partir de la date limite fixée pour le dépôt des Propositions conformément au Dossier de la Demande de Propositions et cette Proposition continuera à nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter aucune des propositions reçues.

Nous reconnaissons que notre signature numérique/numérisée est valide et juridiquement contraignante.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur l'assurance de ma considération distinguée,

[Signataire autorisé]

**Nom et fonction du
Signataire :
[Nom du Consultant]**

[Adresse du Consultant]

Annexes :

1. Procuration confirmant que le signataire de la Proposition est dûment autorisé à signer la Proposition au nom du Consultant et de ses Associés ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou tout autre document justifiant la forme juridique) ; et
3. Accords de constitution d'une Co-entreprise ou d'une Association (le cas échéant, mais sans divulguer d'informations sur la Proposition Financière).

² [Supprimer si aucune association n'est envisagée.]

ANNEXE 3 : TECH-3 : CAPACITE ORGANISATIONNELLE DU CONSULTANT

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre cabinet/entité et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission. Inclure l'organigramme de votre cabinet/entité. La proposition doit montrer que le Consultant dispose des capacités organisationnelles et de l'expérience nécessaires pour fournir au siège, un système de gestion de projet relatif au Contrat et à son équipe projet dans le pays, un appui administratif et technique. La proposition doit en outre montrer que le Consultant peut travailler hors siège et fournir rapidement du personnel remplaçant expérimenté.]

Maximum 10 pages

ANNEXE 4 : TECH 4 : EXPERIENCE DU CONSULTANT

[Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur chaque mission pertinente pour laquelle votre cabinet et chacun de vos associés pour la mission ont été officiellement recrutés à titre individuel comme société ou comme l'un des cabinets chefs de file au sein d'un groupement, pour accomplir des services de Consultants similaires à ceux mentionnés dans les Termes de référence de la présente lettre d'invitation. La proposition doit montrer que le Consultant a fait ses preuves dans l'exécution de projets similaires quant à la substance, à la complexité, à la valeur, à la durée et au volume de services liés à cette consultation.

Dénomination de la mission :	Montant approximatif du Contrat (en USD courant) :
Pays : Localisation dans le pays :	Durée de la mission (en mois) :
Nom du client :	Nombre des mois de travail des professionnels pour la mission :
Courriel et numéro de téléphone des contacts donnés à titre de référence :	Fournir les coordonnées d'au moins trois (3) personnes susceptibles de fournir des informations substantielles sur (1) le type de travail effectué et (2) la qualité du travail. Pour chaque référence, indiquez un contact, son poste, son adresse, son numéro de téléphone et son courriel
Adresse:	Montant approximatif des services fournis par votre cabinet en vertu du Contrat (en USD courant) :
Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) :	Nombre de mois de travail des professionnels fournis par les Consultants associés :
Nom des consultants associés (le cas échéant) :	Nom des responsables de votre cabinet participant à la mission, et les tâches réalisées (indiquer les responsables, par exemple directeur/coordonnateur du projet, Responsable de l'équipe) :
Description du projet :	
Description des demandes de mobilisation du projet et de la manière dont votre cabinet a géré les besoins administratifs, logistiques et financiers requis pour cette mobilisation.	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission :	

Nom du cabinet: _____

ANNEXE 5 : TECH 5 : FORMULAIRE DE CERTIFICATION D'ENTREPRISE PUBLIQUE

Les Entreprises publiques ne sont pas autorisées à soumettre des Offres pour des marchés financés par la MCC en vue de la fourniture de biens ou travaux. Ainsi, une Entreprise publique i) ne peut pas être partie à un contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et attribué à la suite d'un appel d'offres concurrentiel ouvert ou restreint, d'une passation de marché par entente directe ou de la sélection d'un fournisseur unique ; et ii) ne peut pas être préqualifiée ou présélectionnée pour un contrat financé par la MCC et devant être attribué par ces méthodes.

Cette interdiction ne s'applique pas aux unités en régie ou aux établissements d'enseignement et centres de recherche du secteur public, par des entités statistiques ou cartographiques, ou à d'autres structures techniques du secteur public qui n'ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquelles une dérogation a été accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. La politique intégrale est consultable sur la page « Compact Procurement Guidelines » du site web de la MCC (www.mcc.gov/ppg). Dans le cadre de la vérification de l'éligibilité pour ce marché, **veuillez remplir le formulaire ci-dessous pour indiquer le statut de votre entité**. Le Formulaire de certification doit être fourni avec l'Offre, QUEL QUE SOIT LE STATUT DE VOTRE ENTITÉ.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, département ou autre organisme gouvernemental à un quelconque niveau (national ou infranational).

CERTIFICATION

Dénomination sociale du Soumissionnaire :

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de celle indiquée ci-dessus) :

Adresse du siège social ou de l'établissement principal du Soumissionnaire :

Nom complet de trois (3) responsables qui occupent des postes de direction au sein de l'entité du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

14 | Page

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n'a pas d'entité-mère) :

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si celle-ci est différente de celle indiquée ci-dessus) :

Adresse(s) du siège social ou de l'établissement principal de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

1) Un Gouvernement détient-il une participation majoritaire ou dominante (que ce soit sur la base du montant de la participation ou des droits de vote) dans votre capital ou détient-il une autre participation lui conférant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d'agents ou par d'autres moyens) ?
Oui Non

2) Si votre réponse à la question 1 est oui, quel type d'entreprise publique êtes-vous :

a. Unité en régie	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
b. Établissement d'enseignement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c. Centre de recherche	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
d. Entité statistique	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
e. Entité cartographique	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
f. Autre entité technique n'étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

a. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?
Oui Non

Si oui, veuillez décrire : _____

b. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou avantages légaux ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ?
Oui Non

Si oui, veuillez décrire : _____

- c. Un gouvernement peut-il vous imposer ou ordonner l'une des mesures suivantes à votre égard :
- i. la restructuration, fusion ou dissolution de votre entité, ou la constitution ou l'acquisition de toute filiale ou autre société affiliée par votre entité ? Oui Non
 - ii. la vente, la location, l'hypothèque, le nantissement ou la cession de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des affaires ? Oui Non
 - iii. la fermeture, la délocalisation ou l'altération substantielle de la production, de l'exploitation ou d'autres activités importantes de votre entité ? Oui Non
 - iv. l'exécution, résiliation ou non-exécution par votre entité de contrats importants ?
Oui Non
 - v. la nomination ou le licenciement de vos directeurs, cadres dirigeants, responsables ou cadres supérieurs, ou peut-il participer à la gestion ou au contrôle de vos activités ?
Oui Non

- 4) Avez-vous jamais appartenu à l'État ou été contrôlé par l'État ?
Oui Non

- 5) Si votre réponse à la question 4 est oui, veuillez répondre aux questions suivantes :
- a. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l'État ? _____
 - b. Quand avez-vous été privatisé ? _____
 - c. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui Non

Si oui, veuillez décrire : _____

- d. Même s'il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos activités ?
- Oui Non

Si oui, veuillez décrire : _____

- e. Versez-vous de l'argent à un État autre que les impôts ou taxes dans le cours normal de vos activités, dans des pourcentages et des montants équivalents à ceux versés par d'autres entreprises non publiques dans votre pays qui exercent la même activité ?
- Oui Non

Si oui, veuillez décrire : _____

Les participants doivent noter ce qui suit :

1. Avant d'annoncer le nom du Soumissionnaire retenu, ou la liste de Soumissionnaires préqualifiés pour ce marché, l'Acheteur vérifie l'éligibilité de ce(s) Soumissionnaire(s) auprès de la MCC. La MCC conserve une base de données (en interne, par la voie de services d'abonnement ou des deux façons) sur les Entreprises publiques connues, et des recherches sur cette base de données permettront d'établir si le Soumissionnaire retenu ou pré-qualifié concerné par la présente disposition figure dans cette base de données. Le Soumissionnaire retenu fera l'objet de recherches complémentaires si jugé nécessaire par la MCC au vu des circonstances.
2. Toute fausse déclaration faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché peut être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s'étant constituée, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s'étant associée par ailleurs à une autre entité dans le but d'éviter ou de contourner les stipulations des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, ou dont l'effet potentiel ou réel de cette constitution, sous-traitance ou association est d'éviter ou de contourner lesdites Directives, pourra être considérée comme une Entreprise publique aux fins de ces Directives.
4. Toute accusation crédible selon laquelle une entité qui a soumis une Offre en réponse au présent appel d'offres est une Entreprise publique non autorisée à soumettre une offre conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* doit faire l'objet d'un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et être remise en cause par le biais du Système de contestation des soumissionnaires (SCS) de l'Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme relevant de la « fraude » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d'autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.

Signataire autorisé : _____ **Date :** _____

Nom du signataire en caractères d'imprimerie : _____